



20 novembre 2019

(19-7901)

Page: 1/6

Comité du commerce et du développement

Original: anglais

**NOTIFICATION PRÉSENTÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE
TRINITÉ-ET-TOBAGO CONFORMÉMENT À LA SECTION C DE L'ARTICLE XVIII
DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS
ET LE COMMERCE DE 1994**

La communication ci-après, reçue le 12 novembre 2019, est distribuée à la demande de la délégation de la Trinité-et-Tobago.

Conformément aux paragraphes 1 et 4 a) et à la section C de l'article XVIII ("Aide de l'État en faveur du développement économique") de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), le gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago notifie par la présente au Comité du commerce et du développement qu'il a modifié le taux de droit consolidé pour la ligne tarifaire 2523.90.00 ("Autres ciments hydrauliques") de la nomenclature du SH, portant le taux actuel de cinq pour cent (5%) à soixante-dix pour cent (70%). Le tableau ci-après décrit cette modification.

Liste des lignes tarifaires à modifier

Numéro tarifaire (SH2012)	Désignation des produits	Taux de droit consolidé actuel (%)	DNP	Nouveau taux de droit consolidé
2523.90	Autres ciments hydrauliques	5%	-	70%

1 INTRODUCTION

1.1. Le gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago (GORTT) souhaite accorder une assistance cruciale pour l'expansion de l'industrie du ciment existante dans le pays. En conséquence, le GORTT invoque les dispositions de l'article XVIII:C de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994 afin de modifier les concessions tarifaires figurant dans sa Liste de concessions/LXVII annexée au Protocole de Marrakech en ce qui concerne la sous-position 2523.90 ("Autres ciments hydrauliques") du SH. Le fondement de cette modification est exposé ci-après.

2 SITUATION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

2.1. La République de Trinité-et-Tobago est un pays en développement qui compte environ 1,36 million d'habitants. Le pays a acquis son indépendance en 1962, il y a tout juste 57 ans. Le problème fondamental de l'économie trinitadienne est sa forte dépendance au secteur de l'énergie, qui présente des caractéristiques symptomatiques du "syndrome hollandais". En raison de cette dépendance, la petite économie ouverte de la Trinité-et-Tobago est fortement vulnérable aux chocs exogènes.

2.2. La prédominance du secteur énergétique dans l'économie de la Trinité-et-Tobago transparaît dans la contribution de ce secteur aux recettes publiques, aux recettes en devises, à l'investissement étranger direct et à l'emploi. Les conditions macroéconomiques difficiles nées avec la crise financière mondiale de 2007/2008 ont eu une incidence notable sur l'économie trinitadienne. Ces difficultés économiques, qui ont été ensuite accentuées par la baisse des prix internationaux du gaz naturel et du pétrole, ainsi que par la réduction de la production intérieure, sont manifestes dans les importants déséquilibres budgétaires et les incidences qui en découlent.

3 PÉRIODE 2008-2018

3.1. Le produit intérieur brut (PIB) du pays aux prix courants a chuté de 25,78 milliards d'USD en 2008 à seulement 23,31 milliards d'USD en 2018, ce qui représente un effondrement de plus de 10% sur l'ensemble de cette période, le niveau le plus bas (17,84 milliards d'USD) ayant été atteint en 2009. Le ralentissement de l'économie mondiale a eu des répercussions sur la reprise économique de la Trinité-et-Tobago. Le Bureau central de la statistique (CSO) a enregistré une croissance négative en 2009, 2011, 2014, 2016 et 2017, avec des taux de -4,4%, -0,3%, -1,0%, -6,5% et -1,9%, respectivement. Le pays est entré dans une phase de récession en 2014 et une croissance quasi nulle a été estimée pour 2018.

3.2. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant de la Trinité-et-Tobago a également baissé de 19,4% entre 2008 et 2018, tombant de 21 410,80 USD en 2008 à 17 259,40 USD en 2018, le niveau le plus faible (16 124 USD) ayant été enregistré en 2016. Le revenu gagné par chaque habitant a donc chuté en moyenne de près de 20% au cours des dix années de la période considérée, ce qui a de fait réduit le pouvoir d'achat et le niveau de vie de la population.

3.3. En tant que petite économie vulnérable, le pays ne peut échapper à l'incidence du ralentissement de la croissance mondiale et à la volatilité des prix des produits de base qui y est liée. Les résultats économiques de la Trinité-et-Tobago ont subi le contrecoup de l'effondrement des recettes publiques, imputable principalement à la baisse des prix des grands produits d'exportation du pays, à savoir le pétrole, le gaz naturel et d'autres produits pétrochimiques, conjuguée à la diminution de la demande de ces produits sur les principaux marchés d'importation traditionnels. Les prix du pétrole, qui étaient en moyenne de 95 USD le baril entre 2011 et 2014, ont commencé à baisser fortement au milieu de l'année 2014, pour atteindre leur niveau le plus bas, à savoir 26 USD, en 2017. Depuis, ces prix ont augmenté, mais ils ont continué de fluctuer entre 48 USD et 64 USD pendant la période 2015-2018, bien loin des niveaux d'avant 2014. Les prix du gaz naturel ont eux aussi subi de graves chocs extérieurs pendant la période 2009-2018. Au cours de celle-ci, le niveau des prix le plus élevé a été atteint en 2009, avec 3,90 USD par million d'unités thermiques britanniques (BTU) et le niveau le plus faible en 2016, avec 2,50 USD par million de BTU (soit une baisse de 36%).

3.4. Les recettes publiques ont baissé fortement entre les exercices budgétaires 2014 et 2018, de 8,57 milliards d'USD en 2014 à 6,34 milliards d'USD en 2018 (soit une diminution de 26%), atteignant leur niveau le plus bas en 2017, avec 5,3 milliards d'USD,. Le pays a recouru au

financement par le déficit pour l'exercice budgétaire 2014 et cette pratique s'est maintenue depuis. La dette du gouvernement central a progressé de façon constante, passant de 3,4 milliards d'USD en 2010 à 9,9 milliards d'USD en 2018, ce qui représente une augmentation de 194% au cours de la période considérée. Cette augmentation de la dette du gouvernement central s'est également traduite par une hausse du ratio de la dette au PIB, qui s'est accru pendant la période 2011-2016. Le ratio de la dette nette du secteur public par rapport au PIB a augmenté de 33,4% en 2011 à 58% en 2016. Le gouvernement a adopté des mesures d'assainissement des finances publiques pour faire baisser ce chiffre mais le ratio de la dette nette du secteur public par rapport au PIB s'est maintenu à 60,3% en 2017 et à 60,8% en 2018.

3.5. En ce qui concerne la disponibilité des devises, les réserves officielles brutes de la Trinité-et-Tobago ont diminué d'un pic de 9,3 milliards d'USD en 2008 à 7,6 milliards d'USD en 2018, ce qui représente une baisse de 18,3% au cours de la période considérée. En outre, la couverture des importations du pays (en mois) a baissé de 11,5 mois en 2008 à 8 mois en 2018.

3.6. La Trinité-et-Tobago a mis en œuvre un processus d'industrialisation afin de réduire sa dépendance excessive par rapport à la production de produits primaires. Le pays a obtenu quelques résultats en diversifiant ses secteurs du commerce du pétrole et du gaz dans le cadre plus large de l'industrie pétrochimique. L'économie reste toutefois très sensible aux chocs extérieurs. Le GORTT a réussi à transformer l'économie en développant un secteur manufacturier solide et dynamique, qui représente environ 6,4% du PIB et emploie plus de 60 000 personnes (soit 7,5% de la population active totale). Néanmoins, la production de ce secteur est concentrée sur une gamme étroite de produits (dans le secteur des produits alimentaires et des boissons), avec un faible niveau d'intensité technologique et un nombre restreint de marchés d'exportation.

3.7. Le GORTT a mené différentes actions pour surmonter ces problèmes de développement, y compris la mise en œuvre d'une Stratégie nationale de développement (2016-2030) qui intègre les principes et les aspirations des Objectifs de développement durable (ODD), dans l'objectif d'orienter le processus de développement compte tenu des besoins immédiats et futurs de tous les citoyens. À la suite d'un examen des résultats passés et présents de la Trinité-et-Tobago par rapport à ceux de certains pays dans des domaines socioéconomiques essentiels, la Stratégie nationale de développement présente les principaux défis à relever par la Trinité-et-Tobago. Certains de ces défis consistent à :

- augmenter les exportations et accroître les recettes en devises et l'emploi;
- combattre et prévenir la criminalité;
- inverser les valeurs, attitudes et comportements non progressistes tels que l'insuffisance de la productivité et de l'éthique professionnelle;
- mener des réformes constitutionnelles et institutionnelles;
- remédier à l'incidence du gaz de schiste et au faible niveau des réserves et de la production de gaz à la Trinité-et-Tobago;
- éradiquer la culture de la dépendance au sein de la population et le sentiment de certains que tout leur est dû;
- garantir la fourniture des services publics, la mise en œuvre efficace et efficiente d'interventions en faveur du développement et l'évaluation des résultats;
- passer du modèle de croissance économique existant à un modèle respectueux de l'environnement tout en luttant contre le changement climatique, y compris en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en améliorant la résilience face aux effets néfastes; et
- protéger et utiliser de manière durable les ressources environnementales du pays.

3.8. Le gouvernement de la Trinité-et-Tobago concentre ses efforts sur la création d'emplois, la poursuite de la transformation de l'économie dans des secteurs autres que celui de l'énergie, la stimulation de l'activité économique en dehors des centres urbains, la réduction de la pauvreté conformément aux engagements pris au titre des ODD de l'ONU et à ceux énoncés dans la Stratégie nationale de développement (2016-2030). C'est dans ce contexte qu'une intervention appropriée des pouvoirs publics pour garantir durablement la viabilité et l'expansion de l'industrie locale du ciment se révèle à la fois nécessaire et urgente.

3.9. Le secteur de l'industrie du bâtiment est une composante importante du PIB, avec une contribution de 5,6% en moyenne au cours de ces cinq dernières années. Ce secteur utilise un certain nombre de produits locaux comme l'argile, les blocs de béton, le sable, les agrégats et le ciment. Il va de soi que le secteur du ciment revêt une importance particulière pour la croissance et

le développement de l'industrie plus large du bâtiment à la Trinité-et-Tobago, qui emploie actuellement plus de 82 800 personnes (soit 13,2% de la main-d'œuvre totale).

3.10. En dehors du secteur de l'énergie, l'industrie du ciment est l'un des rares domaines ayant bénéficié d'investissements étrangers directs (effectués par Cemex, le géant mexicain du ciment). Cemex a investi massivement dans l'industrie locale du ciment par l'intermédiaire de sa filiale Sierra Trading, qui possède désormais 69,83% des parts de la Cimenterie de la Trinité-et-Tobago (TCL) et détient donc une participation majoritaire dans cette société. L'investissement non négligeable de Cemex et d'autres acteurs, qui représente environ 109 millions d'USD sur la période 2015-2018, visait à transformer profondément l'industrie existante en introduisant de nouvelles technologies et a permis à TCL de poursuivre ses opérations locales en réparant et en modernisant ses installations ainsi qu'en renforçant sa capacité à répondre à la demande locale et à celle des principaux marchés d'exportation.

3.11. La production de ciment est fortement tributaire de la taille du marché et des économies d'échelle. Ce secteur constitue une plaque tournante entre l'industrie manufacturière et l'industrie du bâtiment pour ce qui est de la construction des infrastructures du pays; et elle joue un rôle tout aussi important pour l'impératif d'industrialisation du pays, qui devient d'autant plus essentiel compte tenu du déclin du secteur énergétique dominant. Le secteur national du ciment emploie environ 440 personnes directement et 410 autres indirectement. Elle est également à l'origine d'une large part des recettes en devises de la Trinité-et-Tobago. En outre, TCL a contribué de façon positive à des investissements consacrés aux bâtiments dans le cadre de projets de responsabilité sociale des entreprises, pour un montant de 4,5 millions d'USD, dans l'ensemble de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Le ciment figure régulièrement parmi les trois produits les plus échangés au sein de la CARICOM, et son incidence économique sur le secteur des services contribue pour une large part à l'activité économique.

3.12. L'industrie locale du ciment fabrique trois types de ciments: i) les ciments pouzzolaniques Portland, ii) le ciment Portland ordinaire, et iii) le ciment pour puits de pétrole de classe G à résistance forte aux sulfates ("ciment pour puits de classe G"). Son produit principal est le ciment Portland ordinaire, classé comme ciment pour la construction (gris) (relevant de la ligne tarifaire 2523.29.10 du SH).

3.13. La Trinité-et-Tobago a consolidé tous ses taux de droit sur le ciment dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à soixante-dix pour cent (70%), sauf dans le cas des autres ciments hydrauliques dont le taux est consolidé à cinq pour cent (5%). La modification demandée pour les autres ciments hydrauliques permettrait d'assurer une harmonisation de tous les taux consolidés de cette catégorie de produits et donnerait au GORTT une certaine souplesse afin d'adopter des taux appliqués appropriés pour favoriser la préservation et le développement de l'industrie locale du ciment, y compris en stimulant les niveaux de la production locale. Le taux de droit actuellement appliqué aux autres ciments hydrauliques est de cinq pour cent (5%) et il a pris effet le 14 juin 2018.

3.14. Depuis 2016, les importations d'autres ciments hydrauliques ont augmenté fortement (voir le tableau I ci-après). Au cours de la période allant de 2016 à 2018, les importations d'autres ciments hydrauliques de la Trinité-et-Tobago se sont accrues de plus de 303%. Les utilisations finales de ces importations sont similaires à celles du produit fabriqué par TCL. Cette augmentation rapide des importations a eu des effets négatifs sur l'industrie locale du ciment, contraignant ainsi le GORTT à intervenir afin que l'industrie du ciment soit en mesure de maintenir et d'accroître sa contribution à la création d'emplois, au niveau de vie, à l'activité économique et aux entrées de devises.

Tableau I: Importations d'autres ciments hydrauliques à la Trinité-et-Tobago (2016-2018) en USD

Numéro tarifaire (SH2012)	Pays d'origine	Part des importations	TOTAL	2016	2017	2018
2523.90	Allemagne	11,20%	233 681		233 106	575
	Barbade	0,00%	260	260		
	Canada	0,10%	2 034		1 592	437
	Chine	0,30%	5 611			
	États-Unis d'Amérique	2,20%	60 160	8 757	23 880	14 743

Numéro tarifaire (SH2012)	Pays d'origine	Part des importations	TOTAL	2016	2017	2018
	Porto Rico	0,00%	715			
	Portugal	0,10%	1 992			
	Royaume-Uni	0,70%	14 112	4 550		
	Suriname	0,00%	261		261	
	Turquie	85,40%	6 500 809	2 011	1 774 551	4 724 246
	TOTAL	100%	6 819 374	15 578	2 033 390	4 740 001

Source: Bureau central de la statistique, Trinité-et-Tobago (en équivalents USD)

3.15. Entre octobre 2016 et octobre 2018, l'industrie locale du ciment a enregistré une baisse du volume des ventes légèrement supérieure à 18%. L'accroissement des importations a entraîné une baisse des recettes de l'entreprise nationale de plus de 47% sur la période allant de 2016 à septembre 2019. L'incidence de la hausse des importations sur l'industrie nationale du ciment annonce donc une crise urgente.

4 TENTATIVE D'INVOQUER LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE XXVIII

4.1. En 2018, la Trinité-et-Tobago a tenté de faire face à l'accroissement soudain des importations d'autres ciments hydrauliques, qui met en danger la viabilité à long terme de l'industrie locale du ciment, en s'adressant au Conseil du commerce des marchandises (CCM) pour modifier le taux consolidé appliqué aux autres ciments hydrauliques conformément à l'article XXVIII:4 du GATT. Le Conseil n'a pas approuvé la demande présentée au titre de l'article XXVIII:4 en raison de l'objection d'un Membre. Une autre option dont dispose la Trinité-et-Tobago consiste à renégocier le taux consolidé conformément à l'article XXVIII:1. Cependant, au vu des incidences subies par l'industrie locale du ciment, il est extrêmement urgent de remédier au plus vite à ce problème. À ce jour, la Trinité-et-Tobago ne dispose pas d'une législation en vigueur qui lui permettrait d'appliquer un mécanisme de sauvegarde conformément à l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes.

5 PROPOSITION DE LA TRINITÉ-ET-TOBAGO EN VUE D'APPLIQUER LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE XVIII

5.1. Afin de garantir le développement et la viabilité future de l'industrie locale du ciment et de préserver l'importante contribution de cette industrie à l'économie nationale et, partant, le niveau de vie dans le pays, le GORTT invoque les dispositions de l'article XVIII du GATT, en particulier ses paragraphes 1 et 4 a) ainsi que sa section C. Cette mesure vise à relever, avec effet immédiat, le taux de droit appliqué aux autres ciments hydrauliques afin de faire face à l'accroissement soudain des importations d'autres ciments hydrauliques, en créant ainsi des conditions propices au développement des capacités de l'industrie locale.

5.2. Compte tenu de la décision du GORTT de relever immédiatement le taux de droit appliqué aux importations d'autres ciments hydrauliques, la Trinité-et-Tobago est disposée, conformément au paragraphe 16 de l'article XVIII, à engager des consultations avec tout Membre de l'OMC susceptible d'avoir un intérêt substantiel dans le marché des autres ciments hydrauliques de la Trinité-et-Tobago.

5.3. De toute évidence, au cours de la période précédant la décision du GORTT d'invoquer l'article XVIII du GATT et de relever simultanément le taux appliqué au ciment importé, l'accroissement des importations continue d'avoir des effets négatifs sur les ventes intérieures de ciment. Sans intervention de la part du GORTT, cette forte augmentation aura des conséquences négatives sur la viabilité de l'industrie nationale du ciment, avec des répercussions directes sur les perspectives de développement économique du pays. Sans l'intervention du GORTT, l'industrie nationale du ciment continuerait de subir les conséquences de l'augmentation considérable des importations jusqu'à sa disparition, ce qui conduirait, en fin de compte, à une dépendance encore plus importante de l'économie nationale envers le secteur de l'énergie, à la perte d'un montant important de devises, à une hausse du chômage, à l'accroissement des niveaux de pauvreté et d'exclusion sociale et à une dégradation généralisée du niveau de vie général et du développement économique.

6 CONCLUSION

6.1. Le GORTT est déterminé à développer l'industrie locale du ciment, dans l'objectif général d'améliorer le niveau de vie de sa population. Il a conclu que, en dehors des dispositions de l'article XVIII auxquelles il peut recourir, il n'existe aucune autre mesure compatible avec les règles normales du GATT qui serait appropriée et applicable pour soutenir l'engagement pris par le gouvernement de la Trinité-et-Tobago de développer l'industrie locale du ciment.

6.2. Par conséquent, ayant décidé de relever le taux consolidé applicable aux autres ciments hydrauliques sur la base des raisons impérieuses mentionnées ici, le GORTT déclare que, conformément aux paragraphes 1 et 4 a) et à la section C de l'article XVIII du GATT, il est disposé à engager des consultations avec tout Membre de l'OMC ayant un intérêt substantiel dans la modification par la Trinité-et-Tobago du taux de droit consolidé appliqué aux autres ciments hydrauliques relevant de la ligne tarifaire 2523.90.00, porté de cinq pour cent (5%) à soixante-dix pour cent (70%).

Le 7 novembre 2019
